

Association FOYER DUQUESNE

16, rue de l'Oranger
76200 DIEPPE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024
SIREN 781 017 348

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'association FOYER DUQUESNE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FOYER DUQUESNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes « Evénements significatifs de l'exercice et postérieurs à l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant :

- Le nouveau règlement ANC2022-06 du 04/11/2022 qui sera applicable le 1^{er} janvier 2025 venant modifier la définition du résultat exceptionnel.
- L'étude de faisabilité d'un changement de tarification pour le service de Prévention Spécialisée avec la signature d'un CPOM.
- La loi n°2024-364 du 22/04/2024 (DDADUE) venue apporter diverses dispositions d'adaptation au droit de l'union européenne sur l'application d'un délai de report de 15 mois de façon automatique en matière de calcul des jours de congés acquis en cas d'arrêt maladie.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Dieppe, le 25 mars 2025

TALENZ AUDIT SAS

Franck BASIN
Commissaire aux Comptes
Associé

BILAN AU 31/12/2024

ACTIF

RUBRIQUES	Montants bruts	Amortissements	Net 2024	Net 2023	
Immobilisations incorporelles					
Logiciels	1 455 €	1 403 €	52 €	127 €	
Autres immo incorporelles			- €	- €	
Immobilisations incorporelles	1 455 €	1 403 €	52 €	127 €	
Immobilisations corporelles					
Construction	210 924 €	204 158 €	6 766 €	7 266 €	
Install. et aménagt des constructions	43 956 €	16 381 €	27 575 €	30 070 €	
Install. À caractère spécifique	2 280 €	1 897 €	383 €	1 143 €	
Matériels	5 624 €	5 624 €	- €	- €	
Instal ^{ns} générales agenc ^{ts} -aménagt	82 151 €	65 977 €	16 174 €	20 635 €	
Matériel de transport	98 256 €	67 238 €	31 018 €	2 666 €	
Matériel de bureautique et informatique	9 145 €	9 145 €	- €	- €	
Mobiliers	6 467 €	6 467 €	- €	- €	
Immobilisations corporelles	458 803 €	376 888 €	81 915 €	61 781 €	32,59%
ACTIF IMMOBILISE	460 258 €	378 291 €	81 967 €	61 907 €	32,40%
Fournisseurs débiteurs	400 €		400 €	688 €	
Créances et Produits à recevoir	96 366 €		96 366 €	79 671 €	
Autres créances	1 597 €		1 597 €	3 050 €	
Créances	98 364 €	- €	98 364 €	83 409 €	17,93%
Banques et caisse	385 834 €		385 834 €	452 437 €	
Comptes de régularisation	4 526 €		4 526 €	4 170 €	
ACTIF CIRCULANT	488 723 €	- €	488 723 €	540 017 €	-9,50%
TOTAL GENERAL	948 981 €	378 291 €	570 690 €	601 924 €	-5,19%

PASSIF

RUBRIQUES	Net 2024	Net 2023	
Réserve association	1 336 €	1 336 €	
Réserve de propre assureur			
Réserve de trésorerie	10 392 €	10 392 €	
Réserve de compensation des déficits d'exploitation Prévention spécialisée	47 774 €	47 774 €	
Réserve de compensation des charges d'amortissements	36 321 €	23 578 €	
Fonds associatifs et réserves	95 823 €	83 080 €	
Dépenses PS refusées par l'autorité de tarification			
Report à nouveau créditeurs	71 937 €	68 239 €	
Report à nouveau débiteurs	- 31 826 €	- 35 813 €	
Total des reports à nouveau hors PS	40 111 €	32 426 €	
Résultat ou report sous contrôle de l'autorité de tarification	28 947 €	7 879 €	
Dépenses de congés PS non opposable à l'autorité de tarification	- 15 226 €	- 15 226 €	
Total des éléments en instance d'affectation	13 720 €	- 7 347 €	
Résultat de l'exercice	75 803 €	41 496 €	
Dont résultat sous contrôle de l'autorité de tarification	46 367 €	28 947 €	
Subventions d'investissements nettes	13 196 €	15 373 €	
Provisions réglementées	22 588 €	18 380 €	
COMPTES DE CAPITAUX	261 241 €	183 408 €	42,44%
Provisions pour risques et charges	47 708 €	47 708 €	
Emprunts et dettes assimilées	23 990 €	15 650 €	
Fonds dédiés	44 979 €	52 039 €	
PROVISIONS-EMPRUNTS ET FONDS DEDIES	116 677 €	115 397 €	1,11%
Dettes fournisseurs	33 222 €	34 571 €	
Dettes sociales	98 443 €	144 318 €	
Dettes fiscales	2 018 €	5 422 €	
Dettes diverses	19 089 €	34 433 €	
Compte de régularisation	40 000 €	84 375 €	
DETTES	192 772 €	303 119 €	-36,40%
TOTAL GENERAL	570 690 €	601 924 €	-5,19%

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2024

	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
Produit de la tarification du service de P.Spécialisée	320 434 €	304 825 €	15 609 € 5,12%
Subventions d'exploitation	508 174 €	495 652 €	12 522 € 2,53%
Produits annexes, participat° et prod. de gestion courante	12 168 €	14 404 €	- 2 236 € -15,52%
Reprises d'engt et transfert de charges d'exploitation	46 123 €	14 027 €	32 096 € 228,82%
Produits d'exploitation	886 899 €	828 907 €	57 991 € 7,00%
Achats	29 554 €	30 786 €	- 1 233 € -4,00%
Services extérieurs	75 429 €	77 011 €	- 1 582 € -2,05%
Autres services extérieurs	51 930 €	60 519 €	- 8 589 € -14,19%
Impôts et taxes	5 819 €	5 310 €	509 € 9,58%
Salaires, charges sociales et fiscales sur salaires	593 939 €	614 892 €	- 20 954 € -3,41%
Autres charges de gestion courante	- €	5 090 €	- 5 090 € -100,00%
Amortissements et engag.à réal. s/ subv°	58 339 €	57 075 €	1 264 € 2,21%
Charges d'exploitation	815 010 €	850 684 €	- 35 675 € -4,19%
RESULTAT D'EXPLOITATION	71 889 €	21 777 €	93 666 € 430,11%
Produits financiers	2 425 €	2 291 €	134 € 5,86%
Charges financières	689 €	267 €	422 € 157,76%
RESULTAT FINANCIER	1 736 €	2 024 €	- 287 € -14,20%
Produits exceptionnels et reprise/prov. Pour risques	2 177 €	66 488 €	- 64 310 € -96,73%
Charges exceptionnelles et prov. pour risques	- €	5 239 €	- 5 239 € -100,00%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 177 €	61 249 €	- 59 072 € -96,45%
RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE	75 802,83 €	41 495,58 €	34 307 € 82,68%

Reprise de report à nouveau en financement de l'évaluation unique du service de Prévention Spécialisée	- €	- €
Variation des charges sur congés à payer du service de Prévention Spécialisée non opposables	- 17 368,57 €	30 274,21 €
RESULTAT ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE	58 434,26 €	71 769,79 €

Contributions en nature significatives, justifiables et essentielles à la compréhension des activités de l'entité (voir annexe)			
	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
Loyer et charges locatives : ville de Dieppe	5 519 €	5 519 €	- € 0,00%
Bénévolat : sur Terrain d'aventure, chantier et séniors FENEIRE	29 110 €	13 220 €	15 890 € 120,20%
Bénévolat : administrateurs	6 061 €	6 026 €	35 € 0,58%
Abandon de frais : administrateurs	875 €	724 €	151 € 20,86%
	41 565 €	25 489 €	16 076 €

Détail des dotations et subventions sur l'exercice :

Dotation globale	Département		320 434 €
Subventions :	Etat	148 644 €	
	Ville de Dieppe	274 911 €	
	Agglomération	5 000 €	
	CAF	71 618 €	
	Bailleurs	3 000 €	
	Département	5 000 €	
		508 174 €	508 174 €

Sur l'exercice l'association n'a pas perçu de subvention d'investissement

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

ANNEXE 2024

Conformément au décret n°2009-540 du 14-05-2009 publié au JO le 16-05-2009 et à l'arrêté du 02-06-2009 publié au JO le 04-06-2009, ces comptes et les rapports du Commissaire Aux Comptes seront publiés et consultables sur le site www.journal-officiel.gouv.fr à la rubrique Associations après approbation de l'Assemblée Générale Annuelle.

Il est tenu compte des nouveaux règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04 entrés en vigueur à compter du 1/01/2020 ainsi que du règlement n° 2019-04 du 08 novembre 2019 qui définit le traitement comptable des activités sociales et médico sociales d'une personne morale de droit privé à but non lucratif et de l'arrêté du 14 décembre 2022 modifiant le plan comptable des établissements et services relevant du I de l'article L312-1 du CASF.

Le cadre comptable qui s'applique correspond à l'instruction M22 qui a été mise à jour par l'arrêté du 27 décembre 2023.

OBJET SOCIAL, MOYENS

L'Association FOYER DUQUESNE œuvre sur la commune de DIEPPE à développer l'autonomie des personnes à travers une dynamique de changement qui repose sur la reconnaissance de leurs « capacités » potentielles. Son action se caractérise par une approche globale et individualisée des problématiques de la personne (c'est à dire toutes les dimensions de la situation sociale). Elle s'inscrit dans une démarche volontaire qui stipule l'anonymat et la libre adhésion des personnes comme des préalables indispensables à la création du lien de confiance.

Elle se définit par la nature de la relation entre accompagnateur et accompagné : il s'agit d'une relation de proximité qui nécessite :

- Une intensité dans l'accompagnement (disponibilité, mobilité, horaires décalés...)
- Une action dans la durée
- Une pratique du « faire avec », de « l'aller vers » et du « réseautage » intégrant le droit au recommencement.

Elle se base sur un diagnostic social afin de définir un projet commun d'accompagnement avec la personne (co-construction du projet personnalisé). Les moyens de sa mise en œuvre sont :

- Les actions collectives,
- Le développement social local,
- L'accompagnement individualisé.

Objectifs de nos actions :

- Prévenir les risques d'exclusion sociale et d'isolement des enfants, de leur famille et des jeunes en luttant contre les inégalités,
- Aller à la rencontre des jeunes en situation de vulnérabilité en étant présents dans les espaces physiques et numériques,
- Soutenir la parentalité afin de préparer l'autonomie de l'enfant
- Permettre l'accès aux dispositifs de droit commun des populations en situation de vulnérabilité

Moyens :

- Les moyens humains sont composés d'administrateurs, de salariés et de bénévoles. Ces moyens humains sont affectés à 3 services : Prévention Spécialisée, Prévenance et Lieu d'Accueil Enfants Parents
- L'association dispose de son siège en centre ville, d'un local mis à disposition par la Ville dans le quartier de Janval et d'un local pour le service LAEP dans le quartier du Val Druel ainsi que d'une maison à La Plaine Sur Mer pour la réalisation de chantiers éducatifs ou de séjours, de rupture ou en autonomie.

Ressources :

- Pour remplir son objet social, l'association reçoit des fonds publics : Une dotation globale du Département (produit de tarification) affectée au service de Prévention Spécialisée et des subventions provenant de la Ville, de l'Etat, de la CAF.
- De façon marginale, elle reçoit également les cotisations de ses administrateurs et de ses adhérents après appel à versement, et les participations des jeunes et des familles aux activités.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE ET POSTERIEURS A L'EXERCICE

Un nouveau règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 est applicable le 1er janvier 2025. Par celui-ci, la notion de résultat exceptionnel évolue : sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel. La définition du résultat exceptionnel ne s'analysera plus par nature mais en fonction de l'événement. Un événement est majeur lorsque ses conséquences sont susceptibles d'avoir une influence sur le jugement que les utilisateurs des documents de synthèse peuvent porter sur le patrimoine, la situation financière et le résultat de l'entité ainsi que sur les décisions qu'ils peuvent être amenés à prendre. Un événement est inhabituel lorsqu'il n'est pas lié à l'exploitation normale et courante de l'entité. Il est présumé inhabituel lorsqu'un même événement ne s'est pas produit au cours des derniers exercices comptables et qu'il est peu probable qu'il se reproduise au cours des prochains exercices comptables.

Etude de faisabilité d'un changement de tarification pour le service de Prévention Spécialisée : le CPOM

Article L313-11 du CASF : "Des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens peuvent être conclus entre les personnes physiques et morales gestionnaires d'établissements et services et la ou les autorités chargées de la tarification et, le cas échéant, les organismes de protection sociale, afin notamment de permettre la réalisation des objectifs retenus par le schéma d'organisation sociale et médico-sociale ou le plan dont ils relèvent, la mise en œuvre du projet d'établissement ou de service ou de la coopération des actions sociales et médico-sociales."

Il est important de souligner que la prévention spécialisée n'est pas soumise à l'obligation de contractualisation en CPOM. Historiquement financée par des dotations globales annuelles, cette modalité de financement a permis de garantir la souplesse et l'adaptabilité nécessaires à la nature évolutive des interventions de prévention.

Depuis février 2025, le Foyer Duquesne participe aux réunions de travail initiées par le Département de la Seine-Maritime, afin d'étudier la faisabilité d'une contractualisation en CPOM pour le service de Prévention Spécialisée, avec une éventuelle mise en œuvre au 1er janvier 2026.

Si cette réflexion s'inscrit dans une logique de structuration, elle soulève plusieurs inquiétudes majeures liées aux spécificités de notre activité et à l'impact potentiel d'un tel changement :

- Vulnérabilité réglementaire et économiques : La signature d'un CPOM pourrait rendre notre convention collective et les éléments de rémunération (valeur du point par exemple) non opposables au tarificateur. Cette situation nous exposerait à des évolutions réglementaires futures, telles que la fusion envisagée des conventions collectives dans notre champ d'intervention. De telles réformes pourraient impacter les conditions de travail et les rémunérations, sans que nous puissions opposer le coût de ces évolutions.

• Rigidité contractuelle : Le CPOM engage la structure sur des objectifs pluriannuels, ce qui, dans le contexte dynamique de Dieppe, pourrait restreindre notre capacité d'adaptation. La construction des deux réacteurs EPR2 à Penly entraînera une augmentation progressive de la population, avec près de 10 000 nouveaux habitants attendus dans les cinq prochaines années. Cette évolution rapide des besoins sociaux et territoriaux nécessite des marges de manœuvre importantes pour ajuster nos actions en temps réel. Or, le cadre du CPOM, par sa rigidité, pourrait limiter cette réactivité essentielle.

Ces incertitudes nous conduisent à exprimer une réelle inquiétude quant au risque de fragilisation de notre structure et de nos missions à moyen et long terme.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES DE BASE

Les comptes annuels de l'exercice du **1er janvier 2024 au 31 décembre 2024** ont été établis et présentés conformément au plan comptable des Etablissements et Services Sociaux et Médico-sociaux en vigueur, dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices et en présumant de la continuité d'exploitation.

Changement de méthode antérieur à l'exercice :

Il a été décidé en 2018 l'arrêt des écritures de provisionnement des indemnités de départ à la retraite des salarié-e-s : En effet, ces provisions ne sont pas reconnues par le Tarificateur du service de Prévention Spécialisée. Ces provisions sont rejetées et entraînent à la fois le renforcement du report à nouveau déficitaire pour dépenses inopposables et une déduction monétaire de la dotation globale de financement. Dans l'objectif de l'application d'une méthode unique, ce changement est entendu également pour les autres services. La provision constituée au 31 décembre 2017 est de 47708€.

Le volume de l'engagement non provisionné au 31 décembre 2024 est estimé à 100451€ pour des départs à la retraite s'étalant jusqu'en 2065 (départ des personnels présents au 31 décembre de l'exercice clos).

Changement de méthode sur l'exercice :

En date du 13 septembre 2023, une série d'arrêtés de la Chambre Sociale de la Cour de Cassation met en conformité le Droit Français avec le Droit Européen en matière de congés payés. Il ressort de ces arrêtés 3 modifications importantes :

- le salarié en arrêt maladie d'origine non professionnelle acquiert des congés payés durant toute la période : Les juges assimilent désormais la période d'arrêt de travail d'origine non professionnelle à un temps de travail effectif pour l'acquisition des congés

- le salarié en arrêt maladie d'origine professionnelle ou en arrêt de travail pour accident du travail acquiert des congés payés durant toute la période : Les juges écartent désormais la limitation dans le temps d'un ininterrompu, permettant d'acquérir des congés payés

- le délai de prescription de l'indemnité de congés payés ne commence à courir que si l'employeur a pris les mesures nécessaires pour permettre au salarié d'exercer effectivement son droit à congé.

Ces modifications concernent à la fois les congés payés légaux, mais également les congés d'origine conventionnelle, c'est-à-dire les éventuels congés d'ancienneté et les congés trimestriels, s'agissant de notre secteur la Cour de Cassation assimile ces derniers à des congés payés.

A la clôture des comptes au 31 décembre 2023, l'alignement du Droit Français sur le Droit Européen impactait sensiblement les variations des congés bruts dus et des charges fiscales et sociales y afférentes, en effet, l'un de nos salariés permanents est en arrêt maladie long.

La loi n° 2024-364 du 22 avril 2024 (DDADUE) est venue apporter Diverses Dispositions d'Adaptation au Droit de l'Union Européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social : l'application la plus favorable entre les dispositions conventionnelles et légales en matière de calcul des jours de congés acquis, l'ajout des congés d'ancienneté conventionnels au plafonds des 24 jours légaux de congés annuels, et surtout l'application d'un délai de report de 15 mois de façon automatique, même lorsque le salarié en arrêt de longue maladie n'a toujours pas repris.

Nous concernant, au 31 décembre 2024, le nombre de jours de congés acquis par le salarié en longue maladie est très inférieur au nombre de jours constatés à la clôture des comptes au 31 décembre 2023. Il en ressort une variation négative de la charge.

Méthode d'évaluation des actifs :

Les méthodes d'évaluation retenues n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent et aucune dérogation aux prescriptions comptables n'a été pratiquée par l'association. Il convient juste de signaler le traitement comptable de la subvention suivante :

Sur l'appel à projet Contrat d'Engagement Jeunes en Rupture" émis par la Préfecture de Région, l'association a reçu le soutien de l'action F.E.N.E.T.R.E. "fabriquons Ensemble Nos Envies de Travail par nos rêves explorés". L'appel à projet permettant l'investissement sur 3 volets : accompagnement, mobilité, et logement, nous avons construit notre action sur l'ensemble de ces 3 piliers.

Sur les crédits "Contrat d'Engagement Jeunes", les volets accompagnements et mobilité sont financés par la Préfecture de Région sur la période conventionnelle du 1er octobre 2022 au 30 septembre 2024.

Des fins de crédits afférents à l'année 2022 sur le dispositif "Plan de Lutte contre la Pauvreté" a permis à la Préfecture de Région de soutenir notre action sur le volet "Logement". Ces crédits n'étant mobilisables que pour des projets allant jusqu'à 12 mois, la convention signée en décembre 2022 n'avait pas pu couvrir une période au delà du 30 novembre 2023. Afin de caler correctement le volet Logement sur la durée de l'action F.E.N.E.T.R.E., un avenant a été signé permettant la prolongation de cet axe jusqu'au 30 septembre 2024. Au terme de la convention, la somme de 17810 € est constatée en trop perçu. Au 31 décembre 2024 le titre de remboursement n'avait toujours pas été émis par la Préfecture de Région, cette somme est donc toujours inscrite en dette au bilan au 31 décembre 2024.

A compter du 1er octobre 2024, le volet accompagnement est à nouveau soutenu par la Préfecture de Région sur les crédits "Contrat d'Engagement Jeunes" jusqu'au 31 décembre 2025.

Valeurs mobilières de placement

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Les valeurs mobilières de placement sont inscrites à l'actif

a valeurs de souscription :
a valeurs liquidatives :
a intérêts courus :

néant
néant
néant

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les amortissements des immobilisations acquises au cours de l'exercice ont été enregistrés sur le mode linéaire uniquement et sur des durées conformes à l'instruction M22 applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux et à l'activité de l'association.

Les immobilisations récurrentes concernent le renouvellement des véhicules, leur valeur immobilisée est constituée du coût d'acquisition, hors frais annexes (carte grise, carburant).

	Durées indicatives M22
Logiciels	2
Construction	
Composant "gros œuvre"	20 à 50
Composant "plomberie-chauffage-électricité"	10 à 20
Composant "agencements - aménagements"	10 à 20
Composant "toiture - charpente"	non rens.
Outils et matériel	5 à 15
Installations et agencements	10 à 20
Matériel de transport	4 à 10
Mobilier de bureau et matériels de bureautique	5 à 15
Matériel informatique	1 à 5

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dérogation possible à ces principes d'amortissement

Le Tarifificateur du service de Prévention Spécialisée peut décider une charge d'amortissement au budget excécutoire plus lourde que les dotations aux amortissements calculées. Par conséquent, afin de ne pas déroger à la réglementation comptable le surcoût est comptabilisé en 68725 - provision pour amortissements dérogatoires. Chaque année suivante, l'écart est compensé pour le même montant par une reprise de provision inscrite en 78725.

Sur l'exercice, l'association n'a pas été concernée par cette dérogation.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (13)

Subventions d'investissements renouvelables :

	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin de l'exercice
néant	- €	- €	- €	- €

Subventions d'investissements non renouvelables :

Il n'y a pas eu de nouvelle subvention d'investissement sur l'exercice.

	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions *	Fin de l'exercice
Sub 2019 CAF travaux Marelle	1 107 €			1 107 €
Sub 2019 VINCI Velux Parnic	3 529 €			3 529 €
Sub 2019 VINCI Travaux 2020 électricité Parnic	14 471 €			14 471 €
Mécénat 2021 Fonds C.E Ndlie fenêtres	4 000 €			4 000 €
Total	23 107 €	- €	- €	23 107 €

Diminutions * : la sortie de la subvention d'investissement est réalisée l'année qui suit la fin de son amortissement

Quote-part de subventions virée au compte de résultat

	durée d'amortissement (année)	Subventions d'investissements non	Quotes part antérieures à l'exercice	Quotes part de l'exercice	Quotes part totales virées aux comptes de résultats	Quotes part sur exercices suivants
Sub 2019 CAF Travaux Marelle	10	1 107 €	487 €	111 €	598 €	509 €
Sub 2019 VINCI Velux Pomic	10	3 529 €	1 449 €	353 €	1 802 €	1 727 €
Sub 2019 VINCI Travaux 2020 électricité Pomic	10	14 471 €	5 257 €	1 447 €	6 704 €	7 767 €
Mécénat 2021 Fonds C.E Ndie fenêtres	15	4 000 €	540 €	267 €	807 €	3 193 €
Total		23 107 €	7 733 €	2 177 €	9 911 €	13 196 €

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagements en cours à la fin de l'exercice :

Date de l'engagement	12/03/2020	10/01/2022	01/04/2023	05/02/2024	01/10/2024
Type d'engagement	emprunt	emprunt	location	emprunt	location
Objet :	véhicule	fenêtres	copieur	véhicule	parc téléphonique
Montant initial :	8 400 €	15 000 €	3 960 €	12 690 €	1 008 €
Terme :	05/04/2025	10/02/2037	31/03/2028	05/03/2029	30/09/2026
Capital ou engagement restant dû à la fin de l'exercice	575 €	12 432 €	2 574 €	10 971 €	882 €
Montant des intérêts restant à courir jusqu'au terme	1 €	1 160 €	- €	1 156 €	- €

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montants garantis
Emprunts obligataires convertibles	sans objet
Autres emprunts obligataires	sans objet
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	sans objet
Emprunts et dettes financières divers :	sans objet
Total	- €

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

PROVISIONS (14-15)

Tableau des mouvements des provisions

	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
142 - Provision pour renouvellement des immobilisations en Prévention Spécialisée	18 380 €	4 208 €		22 588 €
153 - Provision pour risque prud'homal	- €			- €
153 - Provisions en financement des indemnités de départs en retraite	47 708 €			47 708 €
Total	66 088 €	4 208 €	- €	70 296 €

142 - Provision pour renouvellement des immobilisations en Prévention Spécialisée

Par le budget Prévention Spécialisée 2019, le Tarificateur a accepté le financement des lignes dotations aux amortissements et provision pour renouvellement des immobilisations à des fins de lissage du coût dans les budgets futurs. En février 2023, l'un de nos véhicule a été volé. la valeur nette comptable (valeur non amortie) correspondait au montant des dotations aux amortissements du véhicules afférent à l'exercice, elle a donc été intégrée au calcul. Par ailleurs, le Tarificateur du service de Prévention Spécialisée nous a autorisé à financer des investissements de remise en état du bâtiment abritant le siège social, par reprise de réserve de compensation de charges d'amortissement. Au 31 décembre 2023, la ligne provision pour renouvellement des immobilisations PS a été inscrite pour 2536,60 €.

En 2024, le budget exécutoire étant de 16490,92€, une provision pour renouvellement des immobilisations a été inscrite pour 4207,84€.

	Dotations aux amortissements	la valeur nette comptable du véhicule volé est égale aux dotations qui auraient impacté l'exercice	rap affectées à des travaux de remis en état financées par reprise de réserve de compensation de charges d'amortissement	Provisions pour renouvellement des immobilisations	Reprise sur provisions pour renouvellement des immobilisations	Charges totales affectées aux comptes administratifs en égalité avec les budgets exécutoires affectés
sur l'exercice 2019	7 562 €			5 425 €		12 987 €
sur l'exercice 2020	9 506 €			3 481 €		12 987 €
sur l'exercice 2021	8 733 €			4 254 €		12 987 €
sur l'exercice 2022	10 304 €			2 684 €		12 987 €
sur l'exercice 2023	6 368 €	4 397 €	- 314 €	2 537 €		12 987 €
sur l'exercice 2024	12 283 €			4 208 €		16 491 €
Total	54 755 €	4 397 €	- 314 €	22 588 €	- €	81 426 €

153 - Provision pour risque prudhomal

	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions *	Fin de l'exercice
Aucune	- €	- €	- €	- €

Engagement hors bilan : Retraite - indemnités de départ

La provision antérieurement constatée couvre les indemnités de départ à la retraite jusqu'au 1er janvier 2030 (la réforme en 2023 du régime des retraites qui conduit à repousser l'âge légal de départ est incluse).

Le volume de l'engagement non provisionné à la clôture de l'exercice est estimé à 100 451 € pour des départs à la retraite s'étalant jusqu'en 2065. La méthode d'évaluation tient compte des éléments suivants : indice au moment du départ, valeur du point théorique au moment du départ, probabilité de présence (statistique du secteur de l'ESS) et probabilité de survie (statistique de l'institut national d'études démographiques).

EMPRUNTS (16)

Tableau des mouvements des emprunts

	Montant initial	Capital dû et int courus en début de l'exercice	Emprunt nouveau en cours d'exercice	Capital et int courus remboursé sur l'exercice	Capital et int. Courus en fin d'exercice
12/03/2020 véhicule	8 400 €	2 285 €		- 1 711 €	575 €
10/01/2022 fenêtres	15 000 €	13 352 €		- 919 €	12 432 €
05/02/2024 véhicule			12 690 €	- 1 719 €	10 971 €
intérêts courus		14 €		- 1 €	12 €
Total	23 400 €	15 650 €	12 690 €	- 4 350 €	23 990 €

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

FONDS DEDIES (194)

Tableau des fonds dédiés : engagements à réaliser

Ressources	Action	Année d'origine	Année de report	Début de l'exercice	Dotations - 689	Reprises - 789	Fin de l'exercice
Département 76	Prévention de la radicalisation	2019	2022	2 000 €			2 000 €
Pref76 - DDCS - FIPDR				3 384 €			3 384 €
Pref76 - DDCS - FIPDR (2èm action du projet 2018)		2018		3 395 €			3 395 €
Structures associatives ou scolaires	Séjour de rupture : il s'agit du fonds dédié à l'action ciné-débat devenu non réalisable. Réorientation voté par le CA en 2023	2023	2024	2 800 €		2 800 €	- €
Pref76 - FIDP	Echange loisirs et démocratie			3 000 €		3 000 €	- €
Prefecture de Région - CEJJR	F.E.N.E.T.R.E. volet accompagnement			10 117 €		10 117 €	- €
	F.E.N.E.T.R.E. volet mobilité			18 666 €		18 666 €	- €
Département 76 - PS	Lutte contre la prostitution			8 677 €		8 677 €	- €
Académie Normandie - DRAJES - FDVA2	Espace inclusif et éducatif	2024	2025		8 000 €		8 000 €
Pref76 - DDETS	QE Mur de la Paix				2 200 €		2 200 €
Ville de Dieppe	Pensées critiques				10 000 €		10 000 €
	Psychologue				16 000 €		16 000 €
Total				52 039 €	36 200 €	43 260 €	44 979 €

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS (20-21-28)

Tableau des mouvements des acquisitions

	Début de l'exercice	Acquisitions / Augmentations	Diminutions	Fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 455 €			1 455 €
Immobilisations corporelles	420 812 €	37 991 €		458 803 €
Immobilisations corp. en cours	- €			- €
Immobilisations financières	- €			- €
Total	422 267 €	37 991 €	- €	460 258 €

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Tableau des mouvements des amortissements

	Début de l'exercice	Dotations	valeur nette compt des actifs sortis	Sorties de l'actif	Fin de l'exercice	Valeurs nettes comptables
Immobilisations incorporelles	1 328 €	75 €			1 403 €	52,05 €
Immobilisations corporelles	359 031 €	17 857 €			376 888 €	81 915 €
Immobilisations financières	- €				- €	- €
Total	360 360 €	17 931 €	- €	- €	378 291 €	81 967 €

COMPTES DE REGULARISATION

Le bilan comprend les postes suivants:

Charges constatées d'avance

4 526 €

Elles concernent les charges suivantes :

Abts logiciels (comptabilité, paie, antivirus, applis, hébergemen	3 544 €
Energies	30 €
Fournitures administratives	303 €
Télécommunications et services bancaires	65 €
Abonnements documentations, cotisations	585 €
	<u>4 526 €</u>

Charges à payer

152 772 €

Elles concernent les charges suivantes :

Fournisseurs d'immobilisations	16 800 €
Fournisseurs d'énergies	647 €
Fournisseurs de biens	
Fournisseurs de services	11 150 €
Factures non parvenues de fournisseurs de service	4 625 €
Sous-total Fournisseurs	<u>33 222 €</u>

Personnel, valeur des congès bruts dūs au 31/12/N	44 725 €
Personnel, valeur des charges sur congès bruts dūs au 31/12/N	20 094 €
Personnel, autres charges à payer	
Organismes sociaux charges à payer	33 625 €
Trésor Public, charges à payer	2 018 €
Sous-total Dettes fiscales et sociales et autres collectivités publiques	<u>100 461 €</u>

Créances de personnels salariés et bénévoles	169 €
Charges à payer eau - énergies	1 110 €
documentations	
Télécommunications	
PREFET REGION Plan pauvreté trop perçu	17 810 €
Sous-total Dettes diverses	<u>19 089 €</u>

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Produits constatés d'avance

40 000 €

Ils concernent les produits suivants :

PREFECTURE DE REGION Contrat d'Engagement Jeunes en
rupture

Il s'agit des financements du volet Accompagnement
de l'action F.E.N.E.T.R.E. du 1er janvier 2025 au 31
décembre 2025

40 000 €

40 000 €

Produits à recevoir

96 366 €

Ils concernent les produits suivants rattachés à l'exercice clôturé :

Remb. de formation par le collecteur OPCO	4 468 €
Organismes sociaux (CPAM, Prévoyance, CE)	- €
Aide à l'apprentissage (DRFIP)	500 €
Sous-total Organismes sociaux et fiscaux, produits à recevoir	<u>4 968 €</u>

Créances auprès du personnel présent	2 184 €
Créances auprès du personnel sorti	- €
Sous-total Personnel salarié	<u>2 184 €</u>

Créances auprès de commune	7 568 €
Créances auprès de la CAF76	18 690 €
Créances auprès de la Préfecture de Région	62 956 €
Créances auprès de partenaires	- €
Sous-total financeurs et participants	<u>89 214 €</u>

Autres créances	1 997 €
Elles concernent :	
Fournisseurs débiteurs	400 €
Débiteurs divers	138 €
Stock de titres restaurant	1 459 €
Sous-total Organismes sociaux, produits à recevoir	1 997 €

CONGES A PAYER

Voir "Changement de méthode sur l'exercice" en début d'annexe (en 2023 alignement du Droit Français sur le Droit Européen et loi d'adaptation n° 2024-364 du 22 avril 2024 (DDADUE))

	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
428200 - Congés bruts	62 785 €		18 061 €	44 725 €
438200 - Charges sociales et fiscales sur congés	28 388 €		8 294 €	20 094 €
Total	91 173 €	- €	26 354 €	64 819 €
Soit variation impactant le compte de résultat :				26 354 €

ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

CREANCES	Montant brut	ECHEANCES	
		jusqu'à 1 an	à plus d'1 an
<u>Créances de l'actif immobilisé</u>			
Créances rattachées à des participations bancaires			
Dépôts et cautionnements versés			
<i>sous-total</i>	- €	- €	- €
<u>Créances de l'actif circulant</u>			
Créances sur organismes sociaux	4 968 €	4 968 €	
Produits à recevoir de financeurs	89 214 €	89 214 €	
Fournisseurs débiteurs	400 €	400 €	
Débiteurs divers	2 322 €	2 322 €	
Valeurs de stock (titres repas)	1 459 €	1 459 €	
<i>sous-total</i>	98 364 €	98 364 €	- €
Créances sur établissements bancaires			
Charges constatées d'avance	4 526 €	4 526 €	
TOTAL	102 889 €	102 889 €	- €

DETTES	Montant brut	ECHEANCES	
		jusqu'à 1 an	à plus d'1 an
<u>Dettes financières</u>			
Emprunts et dettes auprès des établiss. de crédit	23 990 €	3 909 €	20 081 €
Fonds dédiés	44 979 €	44 979 €	- €
Dépôts et cautionnements recus			
<i>sous-total</i>	68 969 €	48 888 €	20 081 €
<u>Autres dettes</u>			
Fournisseurs d'exploitation et d'immobilisations	33 222 €	33 222 €	- €
<i>sous-total</i>	33 222 €	33 222 €	- €
Organismes sociaux et fiscaux	35 642 €	35 642 €	- €
Financeur-s	17 810 €	17 810 €	- €
Valeur des congés, précarité et personnel charges à payer	64 878 €	60 €	64 819 €
<i>sous-total</i>	118 331 €	53 512 €	64 819 €
Créditeurs divers	109 €		109 €
Charges à payer	1 110 €	1 110 €	- €
Produits constatés d'avance	40 000 €	40 000 €	- €
<i>sous-total</i>	41 219 €	41 110 €	109 €
Total	261 741 €	176 731 €	85 009 €

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres à la clôture de l'exercice précédent et après affectation des résultats	183 408 €
Affectation du résultat N-1	- 41 496 €
Variation des reports à nouveau hors Prévention Spécialisée	7 085 €
Variation des réserves Prévention Spécialisée	7 879 €
Variation des réserves hors Prévention Spécialisée	4 864 €
Variation des dépenses Prévention Spécialisée refusées par l'autorité de tarification	- €
Variation des dépenses de congés à payer PS non opposables à l'autorité de tarification	- €
Variation des reports et résultats Prévention Spécialisée sous contrôle de l'autorité de tarification	21 068 €
sous-total des variations de l'exercice	0 €
Résultat de l'exercice	75 803 €
Variation des provisions pour renouvellement des immobilisations	4 208 €
Variation des subventions d'investissement nettes	- 2 177 €
Capitaux propres à la clôture de l'exercice	261 241 €

VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES PAR ACTION

	Report antérieur à l'exercice	Mouvement dont résultats	Solde en fin d'exercice
Prévention Spécialisée : action sous contrôle de l'autorité de tarification			
Réserve de compensation des déficits d'expl. Prév. Spécialisée	47 774 €		47 774 €
Réserve de compensation des charges d'amortissement PS	12 161 €	7 879 €	20 040 €
Résultat au report sous contrôle de l'autorité de tarification	7 879 €	21 068 €	28 947 €
Report afférent au congés non opposables sous contrôle de l'A	15 226 €	- €	15 226 €
Résultat de l'exercice Prévention Spécialisée N-1	28 947 €	- 28 947 €	- €
Résultat de l'exercice N Prévention Spécialisée		46 367 €	46 367 €
sous-total	81 534 €	46 367 €	127 901 €
Actions non opposables à l'autorité de tarification			
Réserves	11 728 €	- €	11 728 €
Dépenses PS refusées par l'autorité de tarification	- €	- €	- €
Dépenses de congés PS non opposable à l'autorité de tarification	- €	- €	- €
sous-total	11 728 €	- €	11 728 €
RANc Association	38 905 €	- €	38 905 €
Réserve de comp. des charges d'amortissement Association	4 049 €	1 865 €	5 915 €
Résultat N-1 Association	1 865 €	- 1 865 €	- €
Résultat N Association		2 646 €	2 646 €
sous-total	44 820 €	2 646 €	47 466 €
RANc La Marelle	8 665 €	3 698 €	12 363 €
Résultat N-1 La Marelle	3 698 €	- 3 698 €	- €
Résultat N La Marelle		802 €	802 €
sous-total	12 363 €	- 802 €	11 561 €
RANd Pomic	- €	1 665 €	1 665 €
Résultat N-1 Pomic	1 665 €	- 1 665 €	- €
Résultat N Pomic		2 080 €	2 080 €
sous-total	- 1 665 €	- 2 080 €	- 3 745 €
RANd Parentalité	- 8 233 €	1 806 €	- 6 427 €
Résultat N-1 Parentalité	1 806 €	- 1 806 €	- €
Résultat N Parentalité		- €	- €
sous-total	- 6 427 €	- 0 €	- 6 427 €
RANd Prévenance	20 669 €	- €	20 669 €
Réserve de comp. des charges d'amortissement Prevenance	7 368 €	2 998 €	10 366 €
Résultat N-1 Prévenance	2 998 €	- 2 998 €	- €
Résultat N Prévenance		22 327 €	22 327 €
sous-total	31 035 €	22 327 €	53 362 €
RANd F.E.N.E.T.R.E.	- 27 580 €	3 846 €	- 23 734 €
Résultat N-1 FENETRE	3 846 €	- 3 846 €	- €
Résultat N FENETRE		7 345 €	7 345 €
sous-total	- 23 734 €	7 345 €	- 16 389 €
Autres variations			
Provision pour renouvellement des immobilisations	18 380 €	4 208 €	22 588 €
Subventions d'investissements nettes	15 373 €	2 177 €	13 196 €
sous-total	33 754 €	2 031 €	35 784 €
TOTAL	183 408 €	77 833 €	261 241 €
Résultat de l'exercice		75 803 €	

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

BUDGET DE TRESORERIE - PREVISIONS ET REALISATIONS

	EXERCICE N		EXERCICE N+1
	Prévisions	Réalisations	Prévisions
Produits :			
70 - Produits annexes		2 003 €	
73 - Dotation globale de financement de l'exercice courant	334 595 €	320 434 €	347 190 €
74 - Subv. Etal, collectivités ter., organismes semi-publics et communes	481 935 €	508 174 €	442 973 €
75 - Produits de gestion courante	11 134 €	10 165 €	7 064 €
76 - Produits financiers	650 €	2 425 €	839 €
775 - Produits exceptionnels (cessions)			
777 - Quote-part de subventions d'investissement	2 591 €	2 177 €	2 177 €
778 - Produits exceptionnels (opération d'investissement)			
778 - Produits exceptionnels (opération de gestion)			
778 - Produits exceptionnels (exercices antérieurs)			
78 - Reprise sur provisions pour risque et charges		- €	
789 - Report de ressources non engagées en N-1	30 842 €	43 260 €	8 310 €
79 - Transferts de charges	1 663 €	2 863 €	1 663 €
sous-total produits	863 410 €	891 501 €	810 216 €
Charges :			
60 à 62 - Achats, services et autres services extérieurs	158 427 €	156 913 €	144 715 €
63 - Taxes locales et droits d'enregistrement et de timbres	7 179 €	5 819 €	6 384 €
63+64 - Charges de personnel	673 643 €	593 939 €	626 796 €
65 - Charges de gestion courante	- €	- €	
66 - Charges financières	1 173 €	689 €	1 644 €
67 - Charges exceptionnelles hors 675		- €	
675 - Valeurs nettes comptables des immo sorties		- €	
68 - Dotations aux amortissements des immobilisations	22 988 €	17 931 €	27 525 €
68 - Provision pour renouvellement des immobilisations		4 208 €	3 152 €
68 - Provisions pour risques et charges			
689 - Engagements à réaliser sur subventions (fonds dédiés)		36 200 €	
sous-total charges	863 410 €	815 699 €	810 216 €
RESULTAT COMPTABLE	- €	75 803 €	- €
-Produits non encaissables sur l'exercice / +charges non décaissables sur l'exercice			
777 - Quote-part de subventions d'investissement	2 591 €	2 177 €	2 177 €
78 - Reprise sur provision pour charges		- €	
78 - Reprise sur provision pour risques			
789 - Reprise sur fonds dédiés	30 842 €	43 260 €	8 310 €
78 - Reprise sur provision pour amortissements dérogatoires			
675 - Valeurs nettes comptables des immo sorties		- €	
68 - Dotations aux amortissements des immobilisations et prov pour renouvellement	22 988 €	22 139 €	30 677 €
68 - Provisions pour risques			
689 - Engagements à réaliser sur subventions (fonds dédiés)		36 200 €	
sous-total produits non encaissables / charges non décaissables	10 445 €	12 902 €	20 190 €
+Encaissements non assimilés à des produits de l'exercice :			
131 - Subventions d'investissement reçues	12 423 €		- €
164 - Emprunt nouveau	39 726 €	12 690 €	20 000 €
sous-total encaissements non assimilés à des produits	52 149 €	12 690 €	20 000 €
-Décaissements non assimilés à des charges de l'exercice :			
2 - Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	104 081 €	37 991 €	40 000 €
164 - Remboursements d'emprunt en financement d'immobilisation et int courus	6 690 €	4 350 €	9 504 €
	110 771 €	42 341 €	49 504 €
Variation des immobilisations financières N -1 / N			
Immobilisations financières N-1 (parts sociales, prêts construction, cautions)			
Immobilisations financières N (parts sociales, prêts construction, cautions)			
	- €	- €	- €
Variation des actifs circulants N-1 / N			
+Encaissement des créances N-1	83 409 €	83 409 €	98 364 €
-Créances N	83 409 €	98 364 €	98 364 €
+Charges constatées d'avance N-1	4 170 €	4 170 €	4 526 €
-Charges constatées d'avance N	4 170 €	4 526 €	4 526 €
+Autres comptes de régularisation N-1			
-Autres comptes de régularisation N			
	- €	15 310 €	- €
Variation des passifs circulants N-1 / N			
-Paiement des dettes N-1	218 744 €	218 744 €	152 772 €
+Dettes N	218 744 €	152 772 €	152 772 €
-Produits constatés d'avance N-1	84 375 €	84 375 €	40 000 €
+Produits constatés d'avance N	84 375 €	40 000 €	- €
	- €	110 347 €	40 000 €
TOTAL VARIATION DE TRESORERIE (N : réelle ; N+1 théorique)	- 69 067 €	66 604 €	49 314 €

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

EFFECTIF

1) - Répartition comparative

	au 31/12 N-1		au 31/12 N	
	nb de personnes	nb d'ETP	nb de personnes	nb d'ETP
CDI hommes	4,00	4,00	4,00	4,00
CDI femmes	7,00	6,21	7,00	6,21
CDD hommes				
CDD femmes	1,00	1,00		
Contrat d'apprentissage Homme			1,00	1,00
Contrat d'apprentissage Femme				
Total	12,00	11,21	12,00	11,21
effectif hors apprenti	12,00	11,21	11,00	10,21

	au 31/12 N-1		au 31/12 N	
	nb de personnes	nb d'ETP	nb de personnes	nb d'ETP
Personnels cadres hommes	1,00	1,00	1,00	1,00
Personnels cadres femmes	3,00	2,80	2,00	1,80
Personnels non cadres hommes	3,00	3,00	4,00	4,00
Personnels non cadres femmes	5,00	4,41	5,00	4,41
Total	12,00	11,21	12,00	11,21

2) - Rémunérations brutes cumulées des 3 plus hauts salaires déclarés sur la DSN et avantages en nature :

	au 31/12 N-1	au 31/12 N
Rémunérations	145 963 €	145 855 €
Avantages en nature	1 663 €	1 663 €

Les administrateurs sont bénévoles, ils ne perçoivent ni rémunération ni avantage.

HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

	provisionné au 31/12 N-1	réalisé au 31/12 N-1	provisionné au 31/12 N
Charge annuelle TTC : certification des comptes	4 320 €	4 320 €	4 320 €

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Les contributions en nature recensées sur l'exercice ont été les suivantes :

	Origine de la ressource	Montant	Methode de valorisation	Justification	Justification suffisante, montant significatif, élément essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité	
Loyer et charge du local "Ferme des Hospices"	Ville de Dieppe	5 519 €	marché locatif	convention bipartite	justification suffisante	oui
					montant significatif	non
					élément essentiel à l'action	non
Bénévolat Terrain d'aventure, chantier éducatif, exploration inversée et F.E.N.E.T.R.E.	Bénévoles et seniors-bénévoles	29 110 €	heures x smic + charges	Suivi	justification suffisante	non
					montant significatif	non
					élément essentiel à l'action	oui
Bénévolat administrateurs-trices	Administrateurs bénévoles	6 061 €	heures x smic + charges	déclarations individuelles et comptes rendus de CA	justification suffisante	oui
					montant significatif	non
					élément essentiel à l'action	oui
Abandon de frais : Indemnités kilométriques	Administrateurs et seniors bénévoles	875 €	km x barème fiscal	déclarations individuelles	justification suffisante	oui
					montant significatif	non
					élément essentiel à l'action	non
		41 565 €				

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES